

Rio+20 : Sécurité en eau pour la croissance et le développement durable



Messages clés

- **Sécurité en eau pour une économie verte** : L'eau est essentielle à la transition vers une économie verte, à la réduction de la pauvreté et au développement durable de tous les pays. Les résultats de la Conférence doivent inclure un objectif de développement durable relatif à la sécurité en eau dans le cadre d'un programme commun sur la croissance verte. Un effort soutenu est nécessaire pour améliorer l'intégration intersectorielle, en particulier les liens entre eau, nourriture et énergie. Cette tâche va au-delà des secteurs et des intérêts sectoriels.
- **Efficacité institutionnelle** : La coordination entre différents niveaux de prise de décisions – international, national et infranational – est indispensable à tout processus décisionnel efficace. Les réformes institutionnelles et l'intégration doivent avoir lieu en parallèle à des investissements en faveur d'infrastructures durables et de la protection de l'environnement ; les réformes, l'intégration et les investissements doivent se renforcer mutuellement. Pour parvenir à une croissance verte, les institutions doivent être renforcées et des partenariats mis en place pour définir des solutions conjointes. Une attention particulière doit être accordée à la coopération régionale entre États sur la question des ressources en eau transfrontalières.
- **Les approches intégrées** : La réponse positive à la demande d'élaboration de plans de gestion intégrée des ressources en eau et d'efficacité de l'eau, décidée d'un commun accord lors du Sommet mondial sur le développement durable de 2002, doit conduire à des réalisations concrètes. Cela nécessite de mettre l'accent sur la productivité de l'eau et l'adaptation climatique afin que chaque goutte d'eau contribue autant que possible à une croissance économique inclusive. Rio+20 devrait adopter une cible (plutôt qu'une résolution), en appelant *chaque pays à élaborer, d'ici à 2015, ses objectifs et échéanciers propres pour la préparation et la mise en œuvre d'un programme d'actions et d'une stratégie de financement pour mettre en œuvre son plan de gestion intégrée des ressources en eau.*
- **Leadership** : La Conférence doit se baser sur les conclusions du Sommet de la Terre de 1992 et du Sommet mondial sur le développement durable de 2002, et les remettre à jour. Elle sera un succès si un ensemble d'objectifs pour le développement durable sont acceptés par les gouvernements et les autres parties prenantes, dans le cadre d'une croissance verte. Le leadership politique est essentiel pour surmonter la fragmentation institutionnelle et le peu d'importance accordée aux ressources en eau. L'étape la plus importante est d'assurer l'appropriation, par les décideurs nationaux et les organisations internationales, des futures actions communes relatives au développement.
- **Stratégie pour l'avenir** : Il y a une fenêtre de trois ans entre Rio (2012) et la fin des Objectifs du Millénaire pour le développement (2015) : La Conférence devrait démarrer un processus pour définir un programme relatif à la croissance verte d'ici à 2030. Ce programme doit tenir compte des réalités financières et économiques, du changement et de l'adaptation climatiques, des changements démographiques et de l'impact des économies émergentes. Une croissance verte nécessite d'assurer la sécurité en eau des générations futures et d'apporter des solutions qui permettent plus de croissance avec moins de ressources.

► Pourquoi ces messages sont-ils cruciaux ?

La Conférence Rio+20 a lieu dans une période d'insécurité croissante du fait de pressions sans précédent dues à la récession économique, la pauvreté, la croissance démographique, une urbanisation rapide, les contraintes climatiques et d'autres facteurs. L'insécurité est alimentée par des médias mondialisés et de multiples campagnes de sensibilisation thématiques. La Conférence ne devrait toutefois pas ignorer les progrès considérables accomplis depuis 1992 et devrait rejeter tout défaitisme visant à « limiter la croissance » : l'ingéniosité humaine peut être utilisée pour prouver que croissance durable et sécurité environnementale ne s'excluent pas mutuellement.

La Conférence est une occasion de promouvoir une forme durable de croissance économique : celle qui reconnaît l'importance de la croissance comme moteur de réduction de la pauvreté et qui reconnaît également le caractère limité de nombreuses ressources naturelles et la nécessité d'éviter le gaspillage, qu'il s'agisse de ressources naturelles, humaines ou financières. C'est cela qu'exprime le thème central de la Conférence : l'établissement d'une économie verte et de cadres institutionnels appropriés. Les décideurs politiques doivent trouver la voie à suivre, pour améliorer le bien-être de tous, maintenant et dans le futur.

Qu'entendons-nous par sécurité en eau ?

La sécurité en eau a été définie comme la disponibilité d'une quantité acceptable d'eau, de qualité acceptable, pour la santé, les moyens de subsistance, les écosystèmes et la production, assortie d'un niveau acceptable de risques liés à l'eau pour les personnes, l'environnement et les économies ¹.

Assurer la sécurité en eau à travers le monde est essentiel pour une croissance verte efficace et un avenir durable, dans lequel il y aura assez d'eau pour le développement social et économique et pour les écosystèmes. Cette approche intègre donc une préoccupation pour la valeur intrinsèque de l'eau, à travers ses divers usages pour la survie et le bien-être humains. La sécurité en eau est de plus en plus cruciale pour de nombreux pays ; c'est pourquoi la vision du Partenariat mondial de l'eau est un monde dans lequel la sécurité en eau est assurée ².

1 Grey, D. et Sadoff, C. 2007. 'Sink or Swim? Water security for growth and development'. *Water Policy* 9 (Couler ou nager. La sécurité en eau pour la croissance et le développement, Politique de l'eau 9) : 545-557.

2 Le Partenariat mondial de l'eau (Global Water Partnership ou GWP) a été créé en 1996 en réponse au Sommet de la Terre de Rio. Il aide les pays à gérer durablement leurs ressources en eau à travers un réseau unique de Partenariats régionaux et nationaux de l'eau, gérés localement. Suite à la résolution du Sommet mondial sur le développement durable de 2002, le GWP travaille avec un grand nombre de gouvernements à travers le monde pour développer des plans de gestion intégrée des ressources en eau et d'efficacité de l'eau.

La Conférence des Nations Unies pour le développement durable au Brésil en juin 2012 a lieu 20 ans après le Sommet de la Terre de Rio, et 10 ans après le Sommet mondial sur le développement durable en Afrique du Sud. C'est l'occasion de réfléchir aux progrès accomplis et de définir les orientations futures pour un développement durable. Atteindre la sécurité en eau est ici un élément clé, une condition préalable pour relever de nombreux défis. Que ce soit pour l'eau de boisson, l'assainissement, la nourriture, l'énergie, la santé ou l'industrie, les ressources en eau douce sont fondamentales pour aider les populations les plus pauvres à sortir de la pauvreté. Les décideurs au plus haut niveau doivent le reconnaître, prendre des décisions difficiles mais nécessaires et poursuivre leurs efforts à travers une gestion opérationnelle des ressources en eau et le financement du développement d'infrastructures appropriées.

► Croissance durable et économie verte

L'évolution vers une économie verte renforce le message sur le développement durable énoncé lors du Sommet de la Terre : il s'agit d'une mise à jour du paradigme du développement durable. Significativement, cette évolution répond à deux préoccupations légitimes :

1. La croissance économique entraîne une dégradation non durable des ressources.
2. La croissance économique peut être entravée par des préoccupations environnementales excessives.

La croissance verte est donc un moyen pour les pays de mettre en place des économies vertes qui assurent le bien-être des générations présentes et futures. Cela signifie que nous devons tous gérer nos économies différemment, pour montrer que nous savons que le futur est important : l'équité économique intergénérationnelle plutôt que le court-termisme. La plupart des gens comprennent intuitivement que ce que nous décidons de faire maintenant a une incidence directe sur la vie des générations futures. Les décideurs présents à la Conférence doivent éviter de perdre du temps dans des débats rhétoriques et faire tout leur possible pour concentrer leurs efforts sur des actions concrètes et des objectifs pour le développement durable.

La gestion de nos ressources naturelles au profit des générations futures, en les exploitant cependant pour une utilisation requise aujourd'hui, nécessite de trouver un équilibre, qui est de plus en plus reconnu comme fondamental pour le développement durable. Du fait du changement climatique, même les pays les plus industrialisés (ceux qui sont responsables du problème) se rendent compte que leurs économies ne sont pas durables et qu'ils doivent maintenant repenser leur mode de fonctionnement. La fréquence et la gravité croissantes des événements climatiques extrêmes (sécheresses et inondations) font désormais comprendre à nombre de gouvernements la nécessité d'une gestion proactive des ressources en eau pour faire face à ces menaces.



▷ Sécurité en eau

Beaucoup de choses ont été écrites sur la façon dont la crise financière résulte d'une utilisation irresponsable de ressources financières ; or l'utilisation irresponsable/abusive des ressources naturelles, notamment l'eau, est pire à bien des égards. La mauvaise gestion et le gaspillage des ressources naturelles ont des impacts à long terme sur l'économie et le chômage, et peuvent aussi inverser les avancées réalisées en termes de réduction de la pauvreté dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement. Rembourser toute « dette en ressources naturelles » est beaucoup plus difficile que de rembourser la dette financière, et touche tout le monde, partout. Des solutions innovantes pour surmonter la crise financière sont mises en évidence tous les jours ; de même, nous avons besoin de solutions intelligentes pour éviter une dette en ressources naturelles et donc pour bâtir une économie verte.

La nécessité de gérer notre consommation d'énergie et de réduire nos émissions de carbone n'est désormais plus remise en question par la plupart des décideurs : les impacts énergétiques sont faciles à comprendre, immédiats et visibles. Les problèmes liés aux ressources en eau, à l'inverse, sont complexes, silencieux, souvent invisibles et donc facilement négligés. Cette complexité ne peut pas justifier l'inaction.

En outre, la mauvaise gestion des ressources en eau est un exemple classique d'externalité négative : ceux qui causent le problème nient leur responsabilité, laissant à d'autres le soin d'assumer les coûts. Tout le monde doit prendre ses responsabilités pour assurer la sécurité en eau.

Aucun pays ne peut atteindre ses objectifs de développement sans améliorer la façon dont ses ressources en eau sont gérées. L'eau coule dans les veines de l'ensemble d'une société et d'une économie. Les principaux utilisateurs de cette ressource (énergie, agriculture et industrie) doivent devenir beaucoup plus économes en eau en adoptant de nouvelles technologies et des pratiques intelligentes : réduire, recycler et réutiliser.

▷ Institutions et intégration

Lors du Sommet la Terre de Rio il y a 20 ans, le développement durable a été reconnu comme l'objectif primordial à atteindre par les institutions au niveau international, national et régional, et c'est encore valable aujourd'hui. Le Sommet a recommandé l'adoption d'approches intégrées de la gestion, du développement et de l'utilisation des ressources en eau, et celles-ci demeurent un élément essentiel du développement durable tel qu'il est inscrit dans le concept de croissance verte.

Le concept d'intégration reconnaît les connections horizontales entre secteurs (eau, alimentation, énergie, industrie et environnement), ainsi que la nécessité de se protéger contre les conflits et catastrophes liés à l'eau. Il reconnaît le besoin de coordination entre institutions qui participent aux prises de décisions relatives à la gestion et à l'utilisation des ressources en eau à différents niveaux d'autorité (intégration verticale). Un effort soutenu est nécessaire pour renforcer le cadre institutionnel à tous les niveaux, afin de faire face à la complexité

inhérente aux ressources en eau et d'en assurer une gestion efficace. En outre, étant donné la diversité et la fragmentation de la gestion des ressources en eau, qui fait appel à un grand nombre d'acteurs, les partenariats sont essentiels pour assurer des solutions cohérentes et collaboratives.

Des progrès ont été enregistrés depuis le Sommet de la Terre en termes d'élaboration d'approches intégrées, notamment par l'amélioration des politiques, des lois et des systèmes de gouvernance qui permettent une meilleure prise de décisions et de bons investissements (un « environnement facilitant »). Le GWP a apporté son soutien au Groupe de travail d'ONU-Eau pour évaluer la situation actuelle de la gestion, du développement et de l'utilisation des ressources en eau ; leur rapport sera présenté en tant que contribution officielle à la Conférence Rio+20.

▷ On cherche : leadership

Le leadership fait défaut et les engagements antérieurs ont souvent été négligés. L'établissement d'une cogestion des ressources en eau liant différentes institutions doit maintenant faire partie du cadre relatif à la croissance verte. Il concentrera les esprits sur des infrastructures plus réalistes et sur le fait que les prêts doivent être remboursés et la qualité de vie améliorée.

La gestion et le développement des ressources en eau nécessitent une réflexion commune et la cohésion des institutions pour décider de la réallocation des ressources en eau entre usagers et pour encourager une utilisation plus efficace de l'eau par tous les secteurs économiques. Bien que cela soit difficile pour les décideurs politiques, il ne faut pas succomber aux politiques populistes : on ne peut pas continuer de promettre l'impossible. Le rôle et le mandat des ministères en charge de l'environnement doivent être renforcés, afin de leur permettre de promouvoir d'une façon proactive des investissements pour la croissance verte, au lieu d'être perçus uniquement comme des régulateurs ou comme des obstacles à la croissance économique. En novembre 2011, une conférence de haut niveau à Bonn, en Allemagne, en préparation à Rio+20, a souligné encore une fois l'importance d'une approche intégrée, liant l'eau aux secteurs développementaux clés que sont l'énergie et l'alimentation.

Evaluation 2011 des ressources en eau pour Rio+20

Une évaluation³ de plus de 130 pays montre qu'environ 80% des pays ont élaboré des lois et des politiques sur l'eau plus intégrées, et que 64% ont élaboré des plans de gestion intégrée des ressources en eau, comme convenu lors du Sommet mondial sur le développement durable de 2002 à Johannesburg. Toutefois, la mise en œuvre est lente et difficile, puisque seulement 34% signalent des progrès significatifs.

Le GWP estime que cette enquête montre que les approches intégrées améliorent l'environnement facilitant et permettent la participation des parties prenantes (qui sont les plus proches des problèmes et des solutions), améliorant ainsi la gouvernance et la probabilité de décisions judicieuses. Par exemple, des approches intégrées aident à surmonter les tours d'ivoire institutionnelles et évitent des projets d'infrastructure inadéquats et peu rentables. Cela devrait réduire le risque de projets du type « éléphants blancs » typiques des années 1970-80, qui ont contribué à une crise de la dette et à de douloureux programmes d'ajustement structurel pour de nombreux pays en développement.

En particulier, le leadership est nécessaire pour la gestion des rivières et des aquifères qui traversent les frontières politiques. Dans de nombreuses régions en développement, le manque de coopération transfrontalière est un obstacle aux investissements en faveur de solutions de type croissance verte, comme l'hydroélectricité à faible émission de carbone, la gestion des inondations ou les transferts interbassins. La coopération sur les eaux transfrontalières est toujours délicate et controversée, mais elle doit figurer en première place des activités régionales dans de nombreuses parties du monde. Les diplomates, travaillant avec les spécialistes de l'eau, doivent s'engager dans des dialogues régionaux qui offrent des solutions intelligentes profitant à toutes les parties.

3 ONU-Eau. 2012. Rapport d'évaluation sur l'application d'approches intégrées de la gestion des ressources en eau.

Le Partenariat mondial de l'eau (Global Water Partnership, GWP) est une organisation intergouvernementale constituée de 13 Partenariats régionaux de l'eau, 80 Partenariats nationaux de l'eau et plus de 2 500 organisations Partenaires présentes dans 161 pays. Notre vision est un monde dans lequel la sécurité en eau est assurée. Notre mission est d'appuyer la gestion et le développement durables des ressources en eau à tous les niveaux à travers la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). La GIRE est un processus qui promeut le développement et la gestion coordonnés des ressources en eau, des terres et des ressources connexes afin de maximiser le bien-être économique et social de manière équitable, sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux et de l'environnement.

Global Water Partnership
Global Secretariat
Drottningatan 33
SE-111 51 Stockholm
Suède
www.gwp.org, www.gwptoolbox.org

Février 2012